

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de
Conseillers :

En
exercice 67

Présents 53

Votants 64

Dont 11 procurations

L'an deux mille vingt trois le : Jeudi 13 Avril à 18 H 30
le Conseil Communautaire dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire à la Salle des Fêtes de Luzy
sous la Présidence de M. Serge CAILLOT, Président.

Date de convocation : 6 Avril 2023

Etaient présents :

- Achun : Denis LARUE
- Alluy : /
- Aunay en Bazois : William BARDOT Supplée
Patrick CHAUSSAT
- Avrée : Georges CHATEAU
- Biches : Xavier BUISSON
- Brinay : Pierre TISSIER-MARLOT
- Cercy-la-Tour : Sébastien DESCREUX,
Alain REININGER, Jean-Michel AGEZ,
Monique BERNARD, Marie-Laure
PARMENTIER, Michel MULOT.
- Charrin : Serge CAILLOT
- Châtillon-en-Bazois : Christine MASCARELLO,
Jean-Christophe SAVE
- Chiddes : Bernadette MADINSKI
- Chougny : Thierry LAPORTE
- Dun sur Grandry : /
- Fléty : Romain COUGNY
- Fours : David BONGARD
Frédéric LEMOINE
- Isenay : Pascal PETIT
- La Nocle-Maulaix : Pascal PERRIN
- Lanty : Annick BERTRAND
- Larochemillay : Nathalie MICHON
- Limanton : Dominique FOUSSE
- Luzy : Jocelyne GUERIN, Gilles GONIN,
Florence CHANDIOUX,
Thierry DESCOURS

OBJET :

ASSAINISSEMENT :

MISE A JOUR DU

REGLEMENT DE
SERVICE DE
L'ASSAINISSEMENT
NON COLLECTIF



Certifié exécutoire

Reçu en préfecture
ou en Sous-Préfecture
le : 03/05/2023

Publié ou notifié
le : 03/05/2023

Envoyé en préfecture le 03/05/2023

Reçu en préfecture le 03/05/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230413-2023_CC_075-DE

S²LO

.../...

- **Maux** : Paul DUSSAULE
- **Millay** : Christian POUCHELET
- **Montambert** : Marie-Christine ROY
- **Montapas** : Jean-Pierre FREGUIN
- **Montaron** : /
- **Mont et Marré** : Sylvain BONNODOT
- **Montigny sur Canne** : Antoine-Audoine MAGGIAR

- **Moulins-Engilbert** : Serge DUCREUZOT, Marie-Claire RANVIER,
Jean-Paul LAMBOURG, Elisabeth JOSSE

- **Ougny** : Michel DURAND
- **Poil** : Christian COURAULT
- **Préporché** : René DUVERNOY
- **Rémilly** : /
- **Saint Gratien Savigny** : Jean-Paul REVERDIAU
- **Saint Hilaire Fontaine** : /

- **Saint Honoré les Bains** : Didier BOURLON, Jean-Jacques LAMALLE

- **Saint-Seine** : Serge SAUVAGET
- **Savigny Poil Fol** : Bernard LEBLANC
- **Semelay** : Guy LAFFAYE
- **Sermages** : Dominique STRIESKA
- **Tamnay en Bazois** : Christian SIMONET
- **Tazilly** : Pascal GUERIN
- **Ternant** : Olivier FOREST
- **Thaix** : /
- **Tintury** : /
- **Vandenesse** : Patrick CHARON
- **Villapourçon** : Patrick LORGÉ

Procurations de :

- 1 – Mme Christiane MAURY- JOSSERAND à M. Thierry LAPORTE
- 2 – Mme Pascale CHAMARD à M. Jean-Pierre FREGUIN
- 3 - M. Michel MARIE à Mme Christine MASCARELLO
- 4 – M. Alban BEAUZON à M. Serge DUCREUZOT
- 5 – M. Olivier FAURE à Mme Florence CHANDIOUX
- 6 – M. David JOYEUX à M. Alain REININGER
- 7 - Mme Sylvie DELAVELLE à Mme Jocelyne GUERIN
- 8 – Mme Floor NUSINK à M. Gilles GONIN
- 9 - M. Jean-Paul MARGERIN à Mme Annick BERTRAND
- 10 – M. Patrice BONNET à M. Serge CAILLOT
- 11- M. Thierry BEUGNON à M. Pascal PETIT

ASSAINISSEMENT : MISE A JOUR DU
REGLEMENT DE SERVICE DE
L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

M. Pierre TISSIER-MARLOT, Vice-Président en charge de l'assainissement, explique que les coordonnées du délégataire doivent être mises à jour, comme présenté sur le document de travail ci-joint.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité, valide les modifications apportées au règlement du SPANC.

Envoyé en préfecture le 03/05/2023

Reçu en préfecture le 03/05/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230413-2023_CC_075-DE



**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 13 Avril 2023**

**Le Secrétaire de Séance,
Gilles GONIN.**



**Le Président,
Serge CAILLOT.**



REGLEMENT DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF S.P.A.N.C.

SOMMAIRE

CHAPITRE I : Dispositions Générales	3
Article 1 : Objet du règlement.	3
Article 2 : Champ d'application territorial.	3
Article 3 : Coordonnées et contact du SPANC	3
Article 4 : Définitions.	3
Article 5 : Obligation de traiter les eaux usées domestiques	3
Article 6 : Responsabilités du propriétaire d'une installation d'assainissement non collectif	4
CHAPITRE II : Prescriptions générales applicables à l'ensemble des systèmes d'assainissement non collectif	5
Article 7 : Modalités d'établissement	5
Article 8 : Conception, Implantation	5
Article 9 : Rejet	5
Article 10 : Système d'assainissement non collectif.	5
Article 11 : Cas particuliers : Assainissement Non Collectif des maisons d'habitations dites « non individuelles » (Campings, gîtes, Châteaux, entreprises, etc...).	6
Article 12 : Cas des toilettes sèches.	6
CHAPITRE III : Missions du Service Public d'assainissement non collectif (SPANC)	6
Article 14 : Nature du service.	6
Article 15 : Accès aux propriétés privées et information de l'utilisateur.	7
Article 16 : Vérification de conception.	7
Article 17 : Vérification de l'exécution.	8
Article 18 : Vérification du fonctionnement et de l'entretien.	8
Article 19 : Diagnostic vente (article L217-4 du code de la construction)	9
Article 20 : Contrôle des toilettes sèches.	10
Article 21 : Mission d'information.	10
CHAPITRE IV : Dispositions financières	10
Article 22 : Redevance d'assainissement non collectif.	10
Article 23 : Redevance et recouvrement.	10
Article 24 : Révision des coûts.	11
CHAPITRE V : Dispositions d'application	11
Article 25 : Infractions et poursuites.	11
Article 26 : Pénalités financières pour absence ou mauvais état de fonctionnement d'un assainissement non collectif.	11
Article 27 : Mesure de police administrative.	11
Article 28 : Voies de recours des usagers.	11
Article 29 : Date d'application.	11
Article 30 : Modification du règlement.	12
Article 31 : Clause d'exécution.	12

CHAPITRE I : Dispositions Générales

Article 1 : Objet du règlement.

Conformément à l'article L2224-12 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le présent règlement précise les prestations assurées par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) ainsi que les obligations respectives du SPANC, d'une part, et de ses usagers, d'autre part. Ils sont soumis à l'ensemble de la réglementation en vigueur en matière d'assainissement non collectif, notamment les textes législatifs et réglementaires adoptés au niveau national ainsi que le règlement sanitaire départemental. Le présent règlement n'ajoute pas de contrainte technique supplémentaire par rapport à ces textes, mais il en précise les modalités de mise en œuvre sur son territoire d'application indiqué à l'article 2.

Article 2 : Champ d'application territorial.

Le présent règlement s'applique sur les 46 communes du territoire de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, pour tous les immeubles situés :

- en zone d'assainissement non collectif,
- en zone d'assainissement collectif dont ce dernier n'est pas encore opérationnel pour l'immeuble concerné ou considéré comme difficilement raccordable par la collectivité.

Dès lors qu'un propriétaire ou qu'un occupant génère des eaux usées domestiques sur le territoire cité précédemment, il devient réglementairement d'office usager du service public d'assainissement non collectif (SPANC).

Article 3 : Coordonnées et contact du SPANC

Compte tenu de la mise en œuvre d'une délégation de service public, avec l'opérateur SAUR, à compter du 1^{er} janvier 2021 le contact opérationnel pour les usagers est le suivant :

La société SAUR est joignable à l'adresse suivante :

SAUR – Service ANC

Route de Valvry

58700 PREMERY

Par mail :

anc.blm@saur.com

dominique.charette@saur.com

Par téléphone : 03.86.58.58.78 / 07.63.73.33.20

Celui-ci exécute de plein droit les missions opérationnelles du SPANC, et en particulier :

- Le secrétariat du SPANC, l'accueil téléphonique des usagers

- La mise en œuvre des contrôles

- Le rapport et la signature des contrôles, par délégation du Président de la Communauté de Communes

- La facturation et le recouvrement des contrôles.

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif est joignable :

Par courrier aux adresses suivantes :

Communauté de Communes Bazois Loire Morvan -
Service Assainissement – Site de Moulins-Engilbert
11 Place Lafayette - 58290 MOULINS-ENGILBERT

- par téléphone au 03.86.84.33.55

- directement sur le portable du technicien :
06.85.31.23.72

- par mail : assainissement@bazoisloiremorvan.fr

Communauté de communes Bazois Loire Morvan –
Service Assainissement – Site de Luzy

3 Avenue Hoche – BP 49, 58170 LUZY

- par téléphone : 03.86.30.26.86

- par mail : assainissement@bazoisloiremorvan.fr

Article 4 : Définitions.

Par **assainissement non collectif**, on désigne : toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées (au titre de l'article R 214-5 du code de l'environnement) des immeubles d'habitation ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées.

Par **eaux usées domestiques**, on désigne : l'ensemble des eaux ménagères (eaux issues de machines à laver, de cuisines, de salles de bain) et des eaux vannes (urines, matières fécales) d'immeubles d'habitation. En aucun cas, ces eaux usées domestiques ne comprennent les eaux pluviales et les eaux de piscine.

Article 5 : Obligation de traiter les eaux usées domestiques

Le traitement des eaux usées est obligatoire. Tous les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées doivent être dotés d'un assainissement non collectif dont les installations sont maintenues en bon état de fonctionnement. Le propriétaire des immeubles en assure l'entretien régulier. Il fait périodiquement vidanger ses ouvrages (fosse septique, fosse septique toutes eaux, bac à graisse, etc...) par une personne

agréée par le représentant de l'Etat dans le département, afin d'en garantir leur bon fonctionnement.

L'utilisation d'un dispositif de prétraitement (fosse toutes eaux ou fosse septique) n'est pas suffisante pour épurer les eaux usées.

Le rejet direct des eaux usées dans le milieu naturel, ou leur rejet en sortie de fosse toutes eaux ou fosse septique, est interdit.

Le rejet d'eaux usées, même traitées, est interdit dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde.

Ces obligations ne s'appliquent ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés, ni aux immeubles qui sont raccordés à une installation d'épuration industrielle ou agricole, sous réserve d'une convention entre la communauté de communes et le propriétaire définissant les conditions, notamment financières, de raccordement de ces effluents privés. (Article L1331-1-1 du Code de la Santé Publique).

La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux ou du dispositif à vidanger doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile, sauf mention contraire précisée dans l'avis publié au Journal Officiel de la République française conformément à l'article 9 de l'arrêté du 7 mars 2012 modifiant celui du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques.

En cas de construction d'un réseau public de collecte des eaux usées, les immeubles qui en ont l'accès doivent obligatoirement se raccorder dans un délai de 2 ans à compter de sa mise en service (article L1331-1 du Code de la Santé Publique). L'installation d'assainissement non collectif sera alors mise hors d'état de service. Les ouvrages doivent être vidangés, comblés ou supprimés. Dans un tel cas, le propriétaire ou l'occupant n'est plus usager du SPANC mais devient d'office usager du service d'assainissement collectif. Le règlement de ce nouveau service, auquel il est soumis, lui sera alors remis.

Article 6 : Responsabilités du propriétaire d'une installation d'assainissement non collectif

Le propriétaire d'habitation existante ou en projet est tenu de s'informer du mode d'assainissement suivant lequel doivent être traitées ses eaux usées (collectif ou non) auprès de la communauté de communes Bazois Loire Morvan.

Si l'habitation se trouve dans une zone en assainissement non collectif, la réhabilitation ou la

création d'une installation doit être au préalable signalée au SPANC pour contrôle. Cette dernière doit répondre aux principes généraux de l'arrêté du 7 mars 2012 modifiant celui du 07 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques ou de l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux dispositifs recevant une charge organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5* (20EH*). Le propriétaire est responsable de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution de son installation d'assainissement non collectif, le coût des travaux lui incombant entièrement.

Il en assure régulièrement l'entretien et la vidange par une entreprise agréée.

Le propriétaire d'un immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif est responsable du bon fonctionnement des ouvrages. Il est tenu d'entretenir ces derniers de sorte qu'ils ne portent pas atteinte à la santé publique, à la qualité du milieu récepteur ni à la sécurité des personnes.

Il lui revient d'informer le locataire des critères de bon fonctionnement et d'entretien des installations d'assainissement non collectif.

La vidange étant listée comme réparation locative par le décret du 26 août 1987, elle peut être réalisée par le locataire. Dans le cas contraire, le propriétaire peut répercuter le coût de l'entretien et du fonctionnement sur les charges locatives. Il convient donc que le propriétaire définisse dans le bail les responsabilités de chacune des parties.

En outre il est interdit de déverser dans l'installation tout corps solide ou non, pouvant nuire à la santé des personnes, au milieu naturel ou à son bon fonctionnement. Il s'agit en particulier :

- des eaux pluviales et de vidange de piscine,
- des ordures ménagères même après broyage,
- des huiles usagées,
- les lingettes,
- les effluents d'origine agricole,
- les matières de vidange provenant d'une autre installation d'assainissement non collectif ou d'une fosse étanche,
- des hydrocarbures,
- des liquides corrosifs, les acides, les médicaments,
- des peintures, et solvants,
- des matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions.

Le non-respect de ces obligations expose les propriétaires à des mesures administratives et à des sanctions pénales.

Faute par le propriétaire de respecter les obligations édictées à l'article L.1331-1-1 du code de la santé publique, la communauté de communes peut, après mise en demeure, procéder d'office, et aux frais de l'intéressé, aux travaux indispensables. Les propriétaires doivent toujours rembourser intégralement les frais de toute nature entraînés par les travaux assurés par la

communauté de communes, y compris les frais de gestion, déduits des subventions obtenues.

CHAPITRE II : Prescriptions générales applicables à l'ensemble des systèmes d'assainissement non collectif

Article 7 : Modalités d'établissement

Les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif sont définies dans l'arrêté du 7 mars 2012 modifiant celui du 07 septembre 2009 sur les prescriptions techniques, dans l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux dispositifs recevant une charge organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5* (20 EH*), dans l'arrêté du 27 avril 2012 et dans le DTU* 64-1 d'août 2013 (norme XP P 16-603). L'installation d'un système d'assainissement doit y répondre.

Article 8 : Conception, Implantation

Les dispositifs d'assainissement non collectif doivent être conçus, implantés et entretenus de manière à ne pas porter atteinte à la salubrité publique, à la qualité du milieu récepteur ni à la sécurité des personnes.

Leurs caractéristiques techniques et leurs dimensionnements doivent être adaptés au type d'usage, aux contraintes sanitaires et environnementales, à la sensibilité du milieu récepteur, aux flux de pollution à traiter et aux caractéristiques de l'immeuble et du terrain où ils sont implantés (pédologie, topographie, hydrogéologie et hydrologie).

Les dispositifs ne peuvent être implantés à moins de 35 mètres d'un captage déclaré d'eau destinée à la consommation humaine. En cas d'impossibilité technique et lorsque l'immeuble est desservi par le réseau public de distribution d'eau potable, l'eau du captage est interdite à la consommation humaine.

Les dispositifs (pré-traitement et traitement) doivent être situés hors zones de circulation, de stationnement de véhicules, de cultures, de stockage de charges lourdes (sauf précautions particulières).

A chaque fois que cela est possible, le dispositif de traitement doit respecter une distance minimale de 5 m par rapport à tout ouvrage fondé, de 3 m par rapport à toutes limites séparatives de voisinage et de tout arbre ou végétaux développant un système racinaire important.

Le revêtement superficiel des dispositifs doit être perméable à l'air et à l'eau. Tout revêtement étanche est à proscrire (sauf prescriptions particulières du fabricant).

Dans le cas où il y aurait impossibilité technique de mettre en œuvre un système d'assainissement non collectif répondant à la réglementation et s'il s'agit

d'une réhabilitation, l'installation d'une fosse chimique ou d'accumulation peut être exceptionnellement autorisée par la Communauté de communes Bazois Loire Morvan.

Les installations mettant à l'air libre ou conduisant au ruissellement en surface de la parcelle des eaux usées brutes ou pré-traitées doivent être conçues de façon à éviter toutes nuisances et tout contact accidentel avec ces eaux.

Une étude à la parcelle sera demandée par le SPANC si elle est jugée nécessaire.

Article 9 : Rejet

Les eaux usées domestiques ne peuvent rejoindre le milieu naturel qu'après avoir subi un traitement permettant de satisfaire la réglementation en vigueur et les objectifs suivants :

- assurer la permanence de l'infiltration des effluents par des dispositifs d'épuration et d'évacuation par le sol,
- assurer la protection des nappes d'eaux souterraines.

Les eaux usées traitées peuvent être réutilisées pour l'irrigation souterraine de végétaux, dans la parcelle, à l'exception de l'irrigation de végétaux utilisées pour la consommation humaine et sous réserve d'une absence de stagnation en surface ou ruissellement des eaux usées traitées.

Dans le cas où le sol en place ne permet pas d'assurer l'infiltration des eaux usées traitées, celles-ci peuvent être drainées et rejetées vers le milieu hydraulique superficiel après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur, **s'il est démontré, par une étude particulière à la charge du pétitionnaire, qu'aucune autre solution n'est envisageable.**

Sont interdits les rejets d'eaux usées, même traitées, dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde.

Si aucune voie d'évacuation ne peut être mise en œuvre, le rejet d'eaux usées (ayant subi un traitement complet dans une couche sous-jacente perméable par puits d'infiltration) peut être autorisé par dérogation président de la communauté de communes Bazois Loire Morvan sur la base d'une étude hydrogéologique à la charge du pétitionnaire (sauf mention contraire précisée dans l'avis publié au Journal Officiel de la République Française).

Article 10 : Système d'assainissement non collectif.

Les systèmes mis en œuvre doivent permettre le traitement commun des eaux vannes et des eaux ménagères et comporter :

- soit un dispositif de pré-traitement et un dispositif assurant :
- soit à la fois l'épuration et l'évacuation par le sol,

- soit l'épuration des effluents avant rejet vers le milieu hydraulique superficiel,
- soit une filière agréée par les ministères de l'environnement et de la santé.

La liste de ces dispositifs ainsi que les fiches techniques correspondantes sont publiées au Journal Officiel de la République Française

Dans le cas de réhabilitation d'installations existantes, séparant le traitement des eaux vannes et ménagères ou dans le cas des toilettes sèches, cette filière peut être poursuivie en respectant les prescriptions techniques et réglementaires en vigueur.

Article 11 : Cas particuliers : Assainissement Non Collectif des maisons d'habitations dites « non individuelles » (Campings, gîtes, Châteaux, entreprises, etc...).

Une étude particulière est demandée dans le cas où l'installation concerne :

- un établissement recevant du public ;
- une maison d'habitation individuelle pour laquelle le nombre de pièces principales est disproportionné par rapport au nombre d'occupant (exemple : une personne seule ayant une habitation d'au moins 10 pièces principales) ;
- un immeuble dont la charge organique est supérieure à 1,2 kg/j de DBO5* (20 EH*).
- tout autre immeuble autre qu'une maison d'habitation individuelle.

Cette étude a pour but de justifier la conception, l'implantation, le dimensionnement, les caractéristiques techniques, les conditions de réalisation, d'entretien des dispositifs et le choix du mode et du lieu de rejet. Cette étude sera réalisée par un bureau d'étude compétent et à la charge du propriétaire.

Article 12 : Cas des toilettes sèches.

Les toilettes dites sèches (sans apport d'eau) sont autorisées à condition qu'elles ne génèrent aucune nuisance pour le voisinage ni rejet liquide en dehors de la parcelle, ni pollution des eaux superficielles ou souterraines.

Il est possible de :

- traiter en commun les urines et fèces en les mélangeant à un matériau organique pour produire un compost ;
- traiter les fèces par séchage, les urines devant rejoindre le dispositif de traitement prévu pour les eaux ménagères conformément aux prescriptions générales réglementaires en vigueur.

Les fèces et/ou les urines sont reçues dans une cuve étanche devant être régulièrement vidée sur une aire étanche conçue de façon à éviter tout écoulement et à l'abri des intempéries.

Les sous-produits issus de l'utilisation des toilettes sèches et après compostage doivent être valorisés sur la parcelle.

L'immeuble doit évidemment être équipé, pour ses eaux ménagères, d'une installation conforme.

Article 13 : Installations supérieures à 20 EH*.

Sont concernés certains dispositifs spécifiques dits « regroupés » (desservant un hameau) ou dimensionnés pour assainir des secteurs particuliers (camping, gîtes, salle de fêtes, ect), en référence à la réglementation actuelle – d'un dimensionnement supérieur à 20 EH* (soit la pollution émise par 20 personnes et plus).

La mise en place de tout type d'assainissement non collectif demeure envisageable, dès lors que le dimensionnement et les règles d'exploitation tiennent compte notamment des débits de référence, de la charge brute globale de pollution organique à traiter et du milieu de rejet.

CHAPITRE III : Missions du Service Public d'assainissement non collectif (SPANC)

Article 14 : Nature du service.

Conformément aux exigences de la loi sur l'eau et des milieux aquatiques du 30 décembre 2006, de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 (loi grenelle 2), des arrêtés du 7 mars 2012 modifiant celui du 07 septembre 2009 sur les prescriptions techniques, du 21 juillet 2015 relatif aux dispositifs recevant une charge organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5* (20EH*), du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle, la communauté de communes Bazois Loire Morvan assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Conformément à ce qui est indiqué à l'article 3 du présent règlement, ces missions sont déléguées à l'opérateur SAUR à compter du 1^{er} janvier 2021. Ainsi, l'ensemble des missions intitulées « par la Communauté de Communes » sont remplacées, durant la durée du contrat de délégation, par « le délégataire ».

Le contrôle technique exercé par la communauté de communes ou son délégataire comprend :

- un examen de la conception (joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager) et une vérification de l'exécution pour les installations neuves ou à réhabiliter,
- une vérification du fonctionnement et de l'entretien pour les autres installations.

Tous ces contrôles ont pour but commun de constater que le fonctionnement de l'installation n'engendre pas de risques environnementaux, sanitaires ou de nuisances. Ces prestations ne

sont en aucun cas des missions de maîtrise d'œuvre.

Ces contrôles ne s'étendent pas au contrôle des installations sanitaires intérieures.

En cas de rejet en milieu hydraulique superficiel, une analyse du rejet peut être réalisée.

Article 15 : Accès aux propriétés privées et information de l'utilisateur.

Conformément à l'article L. 1331-11 du Code de la Santé Publique, les agents de la communauté de communes et de son délégataire sont autorisés à pénétrer dans les propriétés privées pour procéder à la vérification de conception, d'exécution, de fonctionnement et d'entretien des installations d'assainissement non collectif. Dans un délai d'au moins 7 jours ouvrés, ces contrôles sont précédés par l'envoi d'un avis de visite avec le présent règlement notifiés au propriétaire et s'il est différent à l'occupant. Toutefois, l'avis préalable n'est pas nécessaire lorsque la visite est effectuée à la demande du propriétaire ou son mandataire et après avoir fixé un rendez-vous avec le SPANC.

L'utilisateur doit faciliter l'accès de ses installations aux agents du service et doit être présent ou être représenté lors de toutes interventions du service.

Les propriétaires et/ou occupants qui interdisent l'accès à leur propriété sont passibles d'une pénalité financière définie à l'article 25 du présent règlement. Accessibilité aux ouvrages d'assainissement : un deuxième passage est proposé au propriétaire si son installation n'est pas accessible le jour de la première visite.

Les observations réalisées au cours des visites de contrôle seront consignées sur un rapport dont une copie sera adressée au propriétaire des ouvrages et le cas échéant, à l'occupant des lieux.

En cas de difficultés rencontrées chez un particulier, le SPANC en informera le maire de la commune concernée.

Article 16 : Vérification de conception.

Une autorisation d'installation ou de réhabilitation d'un système d'assainissement non collectif doit être demandée auprès du SPANC.

Ce dernier informe le propriétaire de la réglementation et lui remet un formulaire « examen préalable de la conception d'une installation d'assainissement non collectif ». Celui-ci est à retourner au SPANC pour avis. Ce formulaire est tenu à la disposition des personnes qui en font la demande dans les bureaux du SPANC. Pour l'instruction du dossier, différentes pièces sont à fournir au SPANC :

- le formulaire dûment complété ;
- un plan de situation de la parcelle ;
- un plan de masse ;
- un plan d'implantation ;

- pour les filières avec rejet en milieu hydraulique superficiel, une autorisation écrite du gestionnaire de l'exutoire et une étude particulière précisant qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable ;

- pour les filières avec rejet dans un puits d'infiltration, une étude hydrogéologique.

- pour les filières qui concernent un établissement recevant du public, une maison d'habitation individuelle pour laquelle le nombre de pièces principales est disproportionné par rapport au nombre d'occupant, pour les installations de capacité d'épuration supérieure ou égale à 20 EH* ou tout autre immeuble autre qu'une maison d'habitation individuelle, une étude particulière pour justifier la conception, l'implantation, le dimensionnement, les caractéristiques techniques, les conditions de réalisation et d'entretien des dispositifs et le choix du mode et du lieu de rejet.

Le SPANC se réserve le droit de demander une étude de définition de filière plus approfondie pour pallier tout risque sanitaire et/ou environnemental.

Une fois le dossier retourné au service, une visite sur place est effectuée, dans un délai maximum de 20 jours, par le SPANC afin de vérifier si le projet déposé répond à la réglementation en vigueur et s'il est adapté aux caractéristiques de l'habitation et du terrain.

A l'issue du contrôle, le SPANC formule dans un rapport, son avis qui peut être conforme ou non conforme. Ce rapport est envoyé au propriétaire 20 jours maximum après la visite.

Les installations neuves ou à réhabiliter sont considérées comme conformes dès lors qu'elles respectent, suivant leur capacité, les principes généraux et les prescriptions techniques imposés par l'arrêté modifié du 7 septembre 2009 relatif aux prescriptions techniques ou l'arrêté du 21 juillet 2015.

Ce rapport comporte :

- la liste des points contrôlés ;
- la liste des éventuels manques et anomalies du projet engendrant une non-conformité au regard des prescriptions techniques ;
- La liste des éléments conformes à la réglementation ;
- le cas échéant, l'attestation de conformité du projet prévue à l'article R431-16 du code de l'urbanisme.

Dans le cas où l'avis émis est non-conforme, le pétitionnaire doit proposer un nouveau projet qui tient compte des remarques apportées. Le SPANC instruit de nouveau le dossier, une nouvelle visite sur le terrain n'est pas systématique. Un nouveau

rapport est envoyé au propriétaire sous 20 jours à partir de la date de dépôt du nouveau projet.

Dans le cas d'un dépôt de permis de construire ou d'aménager, l'attestation de conformité du SPANC doit être jointe au dossier.

Article 17 : Vérification de l'exécution.

Suite à la visite de conception visée à l'article 15 et dans le cas d'avis conforme, les travaux peuvent être exécutés. Le propriétaire se doit de tenir informé (au moins 7 jours avant le début des travaux) le SPANC de l'état d'avancement de ces derniers afin qu'un contrôle de bonne exécution puisse être réalisé avant remblaiement. Le SPANC intervient dans un délai maximal de 3 jours après la fin des travaux mais avant remblaiement.

Le propriétaire ne peut pas faire remblayer le dispositif tant que le contrôle de bonne exécution n'a pas été effectué.

Ce contrôle a pour objectif de vérifier que la réalisation (ou la réhabilitation) des ouvrages est d'une part conforme au projet validé par le SPANC et d'autre part, répond aux exigences techniques décrites dans les arrêtés du 7 mars 2012 modifiant celui du 07 septembre 2009 sur les prescriptions techniques et du 21 juillet 2015 relatif aux dispositifs recevant une charge organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5* (20EH*) ainsi que dans la norme XP DTU* 64-1 (P16-603) d'août 2013. Il consiste à identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation et à repérer son accessibilité.

Le SPANC fournit au propriétaire la grille d'évaluation du contrôle afin que ce dernier connaisse les points qui seront vérifiés. Le non-respect des règles de mise en œuvre engage entièrement la responsabilité du propriétaire.

A l'issue du contrôle, le SPANC établit un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires. Ce rapport est envoyé au propriétaire dans un délai d'un mois.

En cas de non-conformité, le SPANC précise la liste des aménagements ou modifications de l'installation classés, le cas échéant par ordre de priorité, à réaliser par le propriétaire de l'installation.

Le SPANC effectue une contre-visite pour vérifier l'exécution des travaux avant remblayage, dans le délai maximal de 3 jours après que le propriétaire l'ait averti de la fin des travaux demandés.

Aucun certificat de conformité ne sera délivré si lors du déplacement de l'agent du SPANC les installations ne sont pas accessibles : **ce contrôle doit être effectué avant remblaiement.**

Quelle que soit la conclusion du rapport de visite, sa notification rend exigible la redevance mentionnée à l'article 22 du présent règlement.

Article 18 : Vérification du fonctionnement et de l'entretien.

Objectifs :

Il consiste, sur la base des documents fournis par le propriétaire ou l'occupant de l'immeuble et lors d'une visite sur place, à :

- vérifier l'existence d'une installation ;
- vérifier le bon fonctionnement et l'entretien de l'installation ;
- évaluer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement ;
- évaluer une éventuelle non-conformité.
- lors de la visite sur site, vérifier la réalisation périodique des vidanges et l'entretien des différents ouvrages (conformément aux articles 15 et 16 de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par celui du 27 avril 2012 ou du 21 juillet 2015) ;

- vérifier entre deux visites sur site, les documents attestant de la réalisation des opérations d'entretien et des vidanges, notamment les bordereaux de suivi des matières de vidange.

Dans son avis de visite, le SPANC demande au propriétaire et / ou à l'occupant de préparer, pour le jour de la visite, les éléments probants permettant de vérifier l'existence d'une installation ou de vérifier son dimensionnement ou son entretien, à savoir :

- **le dégagement des regards/tampons de visite,**
- les plans de l'installation ou factures,
- l'avis du SPANC lors d'un précédent contrôle,
- les études de sol ou de définition de filière,
- les factures d'eau (consommation d'eau sur une année),
- les bordereaux de suivi des matières de vidange,
- les contrats d'entretien,
- tous documents concernant le système...

Rapport :

A l'issue du contrôle, le SPANC établit un rapport où il consigne les observations réalisées au cours de la visite et comportant notamment :

- le prénom, nom, qualité de la personne qui a réalisé le contrôle ;
- le prénom, nom, qualité et signature de la personne habilitée pour approuver le document ;
- des recommandations à l'adresse du propriétaire et ou l'occupant sur l'accessibilité, l'entretien ou la nécessité de faire des modifications ;
- la date de réalisation du contrôle ;
- la liste des points contrôlés ;

- l'évaluation éventuelle des dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement générés par l'installation ;
- le cas échéant, la liste des travaux, classés par ordre de priorité, à réaliser par le propriétaire ;
- le cas échéant, les délais impartis à la réalisation des travaux ou la modification de l'installation ;
- la fréquence de contrôle qui sera appliquée à l'installation.

Ce rapport est adressé au propriétaire et ou à l'occupant de l'immeuble dans le mois qui suit le contrôle. Il indique la date de réalisation du contrôle et le nom, prénom et qualité de la personne habilitée à approuver le document ainsi que sa signature. Il doit être envoyé dans un délai de 20 jours maximum suite au contrôle.

Définition des non-conformités :

Si, lors du contrôle, aucun élément probant n'atteste l'existence d'une installation non collective, le SPANC en lien avec le maire de la commune concernée met en demeure le propriétaire de mettre en place une installation conformément à l'article L 1331-1-1 du Code de la Santé Publique.

Une installation existante est non-conforme si elle :

- présente des dangers pour la santé des personnes ;
- présente des risques avérés de pollution de l'environnement ;
- est incomplète ou significativement sous-dimensionnée ou présente des dysfonctionnements majeurs.

Dans ce cas, le SPANC détermine les travaux nécessaires à la mise en conformité de l'installation. Le délai de réalisation des travaux diffère en fonction de la nature de la non-conformité. Il ne peut excéder 4 ans, réduit à 1 an en cas de vente et « dans les meilleurs délais » en cas d'absence d'installation.

Pour les installations présentant un défaut d'entretien ou d'usure, le SPANC délivre des recommandations afin d'améliorer le fonctionnement.

Les critères d'évaluation des installations sont précisés dans l'arrêté du 27 avril 2012 et notamment dans son annexe II.

Travaux en cas de non-conformité :

Le délai de réalisation des travaux demandés au propriétaire de l'installation par le SPANC court à compter de la date de notification du rapport établi par ce dernier.

Sur la base des travaux mentionnés dans le rapport établi par le SPANC, le propriétaire soumet ses propositions de travaux au SPANC. Si les travaux engendrent une réhabilitation de l'installation, le SPANC procède à un examen préalable de conception comme indiqué dans l'article 15 du présent règlement.

L'examen se fera sur dossier. Cependant, il pourra, si nécessaire, être complété par une visite sur site. Le SPANC effectue une contre visite, avant remblayage, pour vérifier l'exécution des travaux dans le délai indiqué à l'article 16.

En application de l'article L2212-2 du code général des collectivités territoriales, en cas de pollution ou d'atteinte grave à la salubrité publique le maire de la commune concernée peut raccourcir ce délai pour la réalisation des travaux.

Périodicité des contrôles de fonctionnement :

La communauté de communes détermine la date à laquelle elle procède au contrôle de fonctionnement et d'entretien et fixe à 8 ans la fréquence du contrôle périodique.

Article 19 : Diagnostic vente (article L217-4 du code de la construction)

Au moment de la vente d'un immeuble, le SPANC peut être contacté par le vendeur ou son mandataire afin qu'il puisse effectuer un contrôle de l'installation existante. Suite à la demande présentée au SPANC, et dans un délai de deux jours ouvrés à compter de sa réception, le SPANC adresse au demandeur l'une des trois réponses suivantes.

Cas 1 – Lorsque le SPANC possède un rapport de visite de l'installation concernée dont la durée de validité n'est pas expirée (**moins de 3 ans** à compter de la date de la visite), il transmet, sauf exception mentionnée ci-dessous, une copie de ce rapport au demandeur.

Toutefois, le SPANC peut procéder à son initiative à un nouveau contrôle, même si le dernier rapport de visite est encore en cours de validité, dès lors que le SPANC a connaissance de suspicions de dysfonctionnements de l'installation (constats, plaintes écrites) de risques de pollution pour l'environnement et de risques pour la santé. Lorsque le contrôle décidé par le SPANC dans ces conditions révèle une absence de dysfonctionnement et de risque, il ne sera pas facturé. Dans le cas où un danger pour les personnes est révélé, le contrôle sera facturé.

Cas 2 – Lorsqu'il n'existe pas de rapport de visite en cours de validité, le propriétaire ou son mandataire doit faire une demande écrite au SPANC mentionnant les informations suivantes :

- _ le nom (ou raison sociale) du propriétaire vendeur ;
- l'adresse de l'immeuble d'habitations ;
- les références cadastrales ;
- le nom (ou raison sociale) de la personne (ou de l'organisme) qui demande le rapport de visite nécessaire à la vente pour le compte du vendeur et qui s'engage à payer le montant réclamé à ce titre par le SPANC ;

- l'adresse de cette personne (ou organisme) qui demande le rapport de visite nécessaire à la vente, à laquelle ledit rapport sera donc transmis.

Cas 3 – Lorsque l'installation n'a jamais été contrôlée, le SPANC peut à la demande du propriétaire ou de son mandataire, réaliser un contrôle de l'installation, et aux frais du propriétaire.

Dans tous les cas, dès réception de la demande écrite mentionnée ci-dessus, le SPANC propose dans les deux jours ouvrés suivants, au moins une date de visite pouvant avoir lieu dans un délai inférieur à 30 jours.

Ce diagnostic est similaire au contrôle « vérification du fonctionnement et de l'entretien » décrit à l'article 17.

Option – Le SPANC peut réaliser un contrôle d'installation d'assainissement non collectif, préalablement à la vente d'un immeuble, pour le compte de propriétaires ou mandataires résidant à l'étranger si ces derniers présentent une demande au SPANC par un notaire ou une agence immobilière établie en France.

En cas de nuisances ou de problème de sécurité de l'installation lors de l'acte authentique de vente, l'acquéreur fait procéder aux travaux de mise en conformité dans un délai de un an après l'acte de vente. Ce délai dépassé, le SPANC est susceptible de réaliser une contre-visite dans le cadre de la réhabilitation du système d'assainissement non collectif. Celle-ci sera facturée au tarif d'un contrôle de conception, d'implantation et de bonne exécution de l'installation ou de bon fonctionnement. Un courrier d'information sera envoyé au préalable au propriétaire pour rappeler le délai de travaux et aura pour but d'informer le SPANC du projet de travaux envisagé.

Article 20 : Contrôle des toilettes sèches.

Il consiste à vérifier :

- l'adaptation de l'installation retenue au type d'usage, aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi ;
- l'étanchéité de la cuve recevant les fèces et/ou les urines ;
- le respect des règles d'épandage et de valorisation des déchets des toilettes sèches ;
- l'absence de nuisance pour le voisinage et de pollution visible ;
- la vérification de la présence d'une installation de traitement des eaux ménagères.

- la vérification de la présence d'une installation de traitement des eaux ménagères.

Article 21 : Mission d'information.

Afin d'assurer le bon fonctionnement et la pérennité des installations, le SPANC met à la disposition de l'utilisateur, les informations réglementaires et les conseils techniques nécessaires à la bonne réalisation et au bon fonctionnement de son système d'assainissement non collectif.

CHAPITRE IV : Dispositions financières

Article 22 : Redevance d'assainissement non collectif.

Les prestations de vérification des assainissements non collectifs assurées par le SPANC donnent lieu au paiement par l'utilisateur d'une redevance d'assainissement non collectif. Cette redevance est destinée à financer les charges de services.

Article 23 : Redevance et recouvrement.

La communauté de communes Bazois Loire Morvan ou son délégataire, envoie la facture (titre de recette) aux usagers après transmission du rapport de visite. Le délégataire dispose d'un outil de facturation qui permet l'édition directement sur le terrain à l'issue du contrôle.

Le comptable public, ou son délégataire, se charge du recouvrement des recettes et des poursuites en cas de non-paiement.

Le défaut de paiement dans les 3 mois qui suivent l'envoi de la facture fait l'objet d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception. Si la somme due n'est pas payée dans les 15 jours suivant la mise en demeure, elle est majorée de 25 % en application de l'article R 2333-130 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les différentes redevances sont perçues par catégories de contrôles, et fixées par délibération du Conseil Communautaire, et accessible via le site internet de la Communauté de Communes, avec, le cas échéant, si la mission est déléguée, une part délégataire, et une part Communautaire, selon les catégories suivantes :

- Redevance diagnostic de l'existant
- Redevance diagnostic de bon fonctionnement

- Redevance diagnostic dans le cadre d'une vente de maison

Pour un dossier de demande et de suivi de travaux :

- Redevance de conception et d'implantation de l'installation
- Redevance de contrôle de réalisation et bonne exécution des travaux

- Redevance pour non présence le jour du rendez-vous, sans justificatif préalable :

Conformément à l'article L1331-11 du code de la santé publique (*), en cas de non-retour non justifié auprès du SPANC au bout de 6 mois après la prise de contact pour programmer une visite, l'usager devra payer une redevance d'un montant défini le Conseil Communautaire

() Article L1331-11 du Code de la Santé Publique :*

Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées :

...

2° Pour procéder à la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif prévue au III de l'article L. 2224-8 du code général des collectivités territoriales ;

*En cas d'obstacle mis à l'accomplissement des missions visées aux 1°, 2° et 3° du présent article, l'occupant est astreint au paiement de la somme définie à l'article L. 1331-8(**), dans les conditions prévues par cet article.*

*(**) Article L. 1331-8 du Code de la Santé Publique :*

Dans le cas où le propriétaire refuse à l'agent du SPANC l'accès à son installation d'assainissement non collectif, l'article L. 1331-8 du CSP astreint le propriétaire au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payée au SPANC si son immeuble avait été équipé d'une installation d'assainissement non collectif réglementaire. Cette somme peut être majorée dans une proportion fixée par le conseil municipal dans la limite de 100 %.

Article 24 : Révision des coûts.

Le montant de chaque redevance est fixé par délibération du conseil communautaire.

CHAPITRE V : Dispositions d'application

Article 25 : Infractions et poursuites.

Les infractions au présent règlement sont constatées, soit par le représentant légal soit par le mandataire de la collectivité. Elles peuvent donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux.

Article 26 : Pénalités financières pour absence ou mauvais état de fonctionnement d'un assainissement non collectif.

Absence d'installation ou mauvais état de fonctionnement :

Un immeuble dont l'assainissement non collectif est en mauvais état de fonctionnement, voir inexistant, expose son propriétaire au paiement d'une pénalité financière prévue par l'article L1331-8 du Code de la Santé Publique. Ainsi, ce dernier est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payée majorée de 100 % (le pourcentage est fixé par le conseil Communautaire dans la limite de 100%). Cette pénalité est appliquée sitôt le délai de mise en conformité dépassé et sera appliquée tous les ans jusqu'à la réalisation des travaux listés dans le rapport du SPANC.

Article 27 : Mesure de police administrative.

En cas de pollution de l'eau ou d'atteinte à la salubrité publique due à un assainissement non collectif, le maire (en application de son pouvoir de police général et des articles L.2212-2 et L.2212-4 du code général des collectivités territoriales) de la commune concernée en lien avec le président de la communauté de communes peut prendre toutes mesures nécessaires à les prévenir ou les faire cesser.

Article 28 : Voies de recours des usagers.

En cas de litige avec le SPANC, l'usager peut saisir le tribunal compétent selon le domaine concerné. Préalablement à la saisine des tribunaux, l'usager peut adresser un recours gracieux au Président de la communauté de communes ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Article 29 : Date d'application.

Le présent règlement est mis en vigueur à dater du 1^{er} janvier 2021, tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

Article 30 : Modification du règlement.

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par le conseil communautaire et adoptées selon la même procédure que celle suivie par le règlement initial. Toutefois, ces modifications doivent être portées préalablement à la connaissance des usagers du service pour leur être opposable.

Article 31 : Clause d'exécution.

Le Président de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, les Maires, titulaires du pouvoir de police spéciale par non opposition du Président, les agents du Service Public de l'Assainissement Non Collectif habilités à cet effet et le receveur de la collectivité, en tant que de besoin, sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.

Règlement approuvé par délibération du conseil Communautaire de la communauté de Communes Bazois Loire Morvan lors de la séance du 17 décembre 2020.

Le Président, Serge CAILLOT



*DBO5 : Demande Biologique en Oxygène sous 5 Jours

*EH : Equivalent-Habitant

*DTU : Document Technique Unifié